

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-troisième Législature, deuxième session

1989, chapitre 10
**LOI MODIFIANT LA LOI
SUR LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS
DU QUÉBEC**

Projet de loi 138

présenté par M. Pierre MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

Présenté le 11 mai 1989

Principe adopté le 30 mai 1989

Adopté le 2 juin 1989

Sanctionné le 5 juin 1989

Entrée en vigueur: le 5 juin 1989

Loi modifiée:

Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 10

Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec

[Sanctionnée le 5 juin 1989]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. S-13,
a. 35, mod.

1. L'article 35 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13) est modifié par la suppression du paragraphe 7°.

c. S-13,
a. 35.1, aj.

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 35, du suivant:

Révocation
ou suspension

« **35.1** La Régie des permis d'alcool du Québec peut révoquer un permis ou le suspendre pour une période qu'elle détermine si:

1° son détenteur ou, dans le cas où ce détenteur est une corporation, un des administrateurs de la corporation ou un des actionnaires détenant 10 % ou plus des actions comportant plein droit de vote, est déclaré coupable d'une infraction à une disposition de la présente loi ou de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques;

2° un agent ou un employé du détenteur est déclaré coupable d'une infraction à une disposition de la présente loi ou de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques, lorsque ladite infraction se rapporte à une boisson alcoolique fabriquée ou embouteillée par ce détenteur. ».

c. S-13,
a. 38.1, mod.

3. L'article 38.1 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, dans la première ligne et après le mot « industriel », des mots « ou d'entrepôt »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « ou embouteille » par les mots « , embouteille ou entrepose »;

3° par le remplacement des sixième, septième, huitième, neuvième et dixième lignes par ce qui suit: «et est passible d'une amende qui doit être de 25 000 \$.».

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 5 juin 1989.